



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES
ENSEIGNEMENT, BE

ÉPREUVE EXTERNE COMMUNE

CESS2022

HISTOIRE

PORTEFEUILLE DE DOCUMENTS | VENDREDI 17 JUIN



CE PORTEFEUILLE DE
DOCUMENTS EST UN
EXERCICE EN VUE DE SE
PRÉPARER AU CESS EN
CONDITIONS RÉELLES.
AUTEUR : YANNICK ZIEGLER –
PROFESSEUR D'HISTOIRE À L'ISF

NOM : _____

PRÉNOM : _____

CLASSE : _____

N° D'ORDRE : _____

J'ai été arrêté le 23 octobre 1967. J'ai été l'un des détenus politiques qui ont passé le plus de temps en prison: 5 ans et demi, dont deux mois de torture à la Sûreté générale au poste de Bouboulinas, à Athènes, et 28 jours dans un bâtiment désaffecté de la Marine. J'ai été détenu dans sept endroits différents.

De quoi vous accusait-on?

A partir d'août 1967, soit près de trois mois après le coup d'Etat, j'ai constitué un réseau au sein de la Marine qui pourrait aider à mettre fin à la dictature. Nous avons créé le mouvement Défense démocratique. Mais nous n'étions pas des professionnels de la révolution. Quand j'ai été arrêté, le mouvement a continué son travail jusqu'à la fin de la dictature, car ni moi ni mes camarades n'avons parlé. Vu le réseau qu'on avait développé au sein de la Marine, la junte militaire nous accusait de vouloir nous emparer de la 6^e flotte des Etats-Unis! Elle nous accusait aussi de vouloir renverser le régime et d'instaurer un régime communiste. Aucun de nous n'était communiste. Nous étions toutefois prêts à poser des bombes. Mais nous avions tous pour dénominateur commun de restaurer la démocratie en Grèce.

Quels ont été vos contacts avec le CICR?

Quand le délégué du CICR Laurent Marti est arrivé à Egine, accompagné par un employé de la prison, je l'ai mis à la porte. Je refusais de parler au CICR en présence de quelqu'un de la junte. Le délégué est revenu le lendemain. Il était seul. Je lui ai dit que s'il voulait faire un travail sérieux et éviter les travers du CICR durant la Seconde Guerre mondiale, il fallait qu'il conclue un accord avec le gouvernement pour qu'il puisse visiter sans avertissement n'importe quel lieu de détention. Le délégué Laurent Marti a pu visiter les locaux de la Sûreté générale à la rue Bouboulinas, à Athènes. Il a pu monter sur la terrasse de l'immeuble et constater que les descriptions de torture que je faisais dans le document écrit remis par mon avocat à mon procès devant le tribunal militaire étaient correctes. C'est sur cette terrasse que j'ai été torturé au point que je ne pouvais plus descendre les escaliers. On devait me porter dans une couverture. Cela dit, la tâche du CICR était délicate. Il ne pouvait pas faire de déclaration publique. Au contraire de la junte militaire, qui a cherché à utiliser le CICR comme alibi durant ses deux ans de présence en Grèce, pour dire qu'il n'avait rien trouvé à dénoncer.

Interview de Gerasimos NOTARAS réalisée le 20 août 2018 pour le journal suisse le Temps.

Gerasimos NOTARAS (Athènes, Grèce, 1937) : détenu politique grec, il a été professeur d'université à Lausanne et a dirigé les archives historiques de la Banque Nationale de Grèce, un établissement historique privé.

La sixième flotte des États-Unis est une unité opérationnelle de l'US Navy opérant dans la mer Méditerranée. Elle se compose au milieu du XXI^e siècle d'environ 40 navires, 175 avions et 21 000 personnes.

Le CICR, créé en 1863, fournit une assistance humanitaire aux personnes touchées par un conflit ou une situation de violence armée et fait connaître les règles qui protègent les victimes de la guerre. Institution neutre et indépendante, son mandat découle essentiellement des Conventions de Genève de 1949.



©AFP

Photographie d'un char en train de prendre place devant un bâtiment officiel à Athènes lors du coup d'état des colonels - 21 avril 1967 - AFP

Le putsch perpétré à l'aube du 21 avril 1967 fut un choc pour les démocrates de toute l'Europe: comment un simple groupe de colonels pouvait-il balayer ainsi la démocratie dans l'un des plus vieux Etats membres du Conseil de l'Europe ? La communauté internationale a ressenti le choc encore plus durement lorsqu'elle a appris que le Parlement grec avait été fermé, que les partis politiques avaient été dissous, que les médias étaient désormais soumis à une censure stricte et qu'environ 6 000 responsables politiques, journalistes et autres personnes avaient été arrêtés et nombre d'entre eux torturés pendant leur interrogatoire.

[...] En politique, les colonels étaient, certes, novices et ils ont fait des déclarations naïves, voire ridicules, mais, sur le plan militaire, ils étaient bien préparés et ont maîtrisé rapidement l'appareil d'Etat ; ce n'est pas sans habileté, du reste, qu'ils ont instauré une terreur systématique. Manifestement, l'armée et les forces de sécurité grecques n'avaient pas été soumises à un contrôle démocratique suffisant.

En tant que jeune membre d'Amnesty International, je me suis rendu à Athènes peu de temps après le coup d'Etat afin de recueillir des preuves concernant les actes de torture. A l'époque déjà, j'ai été frappé du climat de peur qui régnait dans toute la société. Il était alors extrêmement risqué de témoigner devant une organisation étrangère des droits de l'homme.

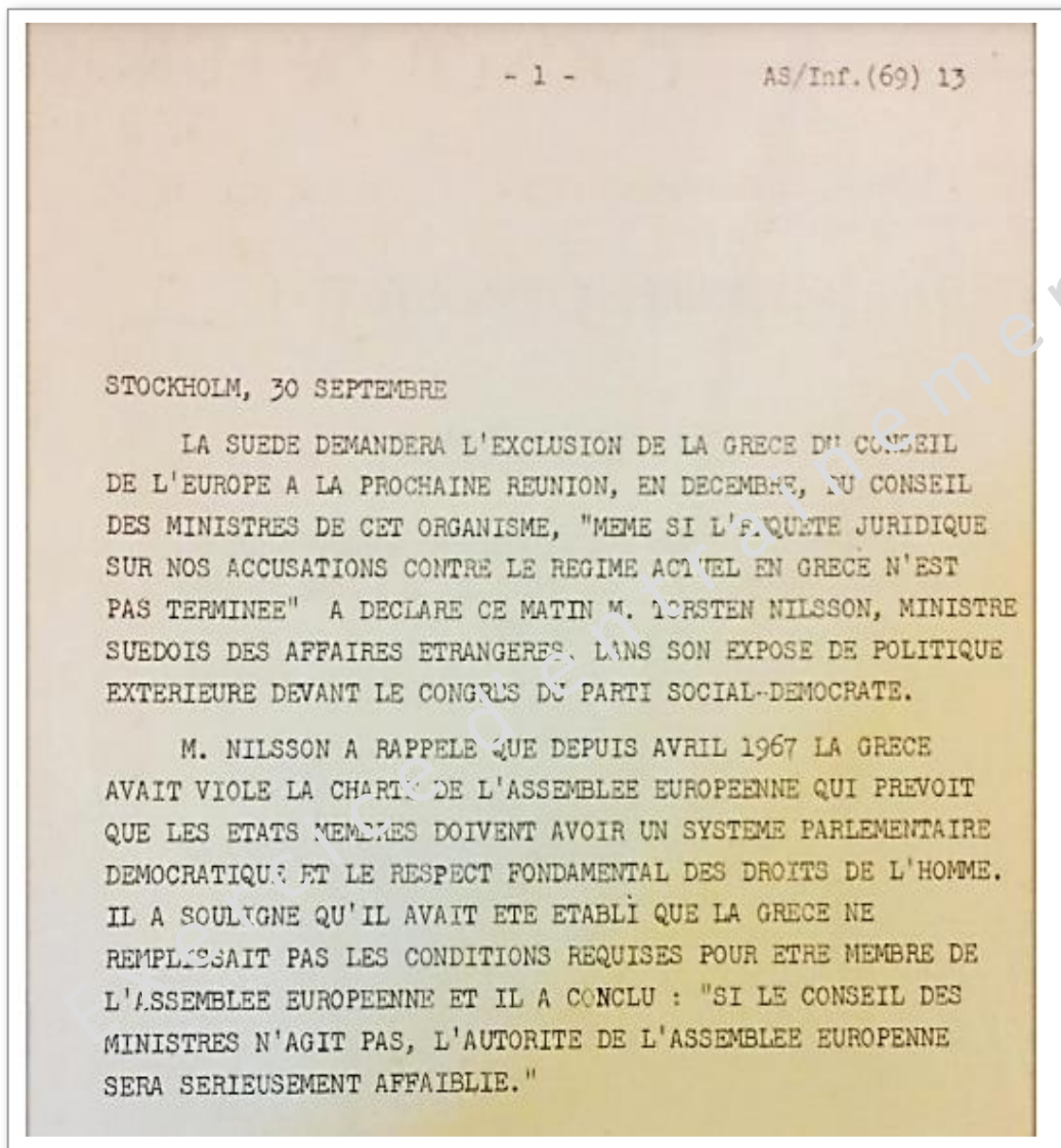
La commission des droits de l'homme du Conseil de l'Europe a conclu que la Convention européenne avait été violée et la junte grecque a décidé, en 1969, de quitter l'Organisation pour éviter la suspension. Toutefois, la pratique de la torture n'a pas cessé et les colonels ont réussi à se maintenir au pouvoir pendant cinq autres années, jusqu'en juillet 1974. Plusieurs raisons expliquent cet état de choses mais le fait que la communauté internationale n'était pas unanimement solidaire des démocrates grecs, bien que cette solidarité fût forte dans plusieurs pays, en est une majeure. Pas même l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe n'a condamné d'une seule voix le régime des colonels.

Le gouvernement américain a accordé une protection politique à la junte et la Grèce des colonels a ainsi pu rester membre de l'Otan. D'une manière générale, les démocrates grecs de l'époque ont fait appel aux gouvernements européens pour qu'ils s'efforcent de convaincre Washington de ne plus soutenir la junte ou, du moins, exigent qu'un terme soit mis à la torture mais, la plupart du temps, ils se sont heurtés au silence.

Le régime démocratique qui succéda à la junte en Grèce brida les forces militaires et sécuritaires et traduisit en justice les colonels et quelques-uns des tortionnaires les plus notoires. Toutefois, il n'y eut guère de débats sur le facteur extérieur : l'incapacité d'user de son influence pour mettre en échec la junte dont fit preuve la communauté internationale.

Thomas HAMMARBERG, Note au conseil des Droits de l'Homme de l'Europe, Strasbourg, 18 avril 2007.

Thomas HAMMARBERG (Örnsköldsvik, Suède, 1942) : diplomate suédois, ardent défenseur des droits de l'homme. Il a été le commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe entre avril 2006 et mars 2012.



Photographie du texte de Déclaration officielle faite par le ministre des Affaires étrangères suédois - 30 septembre 1969

Déclaration officielle de la part de Torsten NILSSON, ministre des Affaires étrangères suédois, le 30 septembre 1969, apportée au dossier à aborder lors de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe, le 1er octobre 1969. Ce document montre les raisons qui ont poussé les pays scandinaves à porter une action pour exclure la Grèce du Conseil de l'Europe.

Tout a commencé le 21 avril, en 1967, dans le silence du matin, les chars des cadets de l'Ecole des blindés se sont lourdement mis en branle pour encercler les bâtiments publics. Déjà casernés à l'intérieur des villes, les troupes ont rapidement pris position. Le bâtiment de la radio, le parlement et l'aéroport d'Ellinikon sont cernés. En quelques minutes, le palais royal est sous contrôle. Des centaines de personnalités politiques sont immédiatement arrêtées et déportées vers les îles. C'est un pronunciamiento insurrectionnel. L'armée prend le pouvoir à Athènes, sous la direction d'un triumvirat dirigé par le colonel Grégoire Papadópoulos.

L'homme du putsch est un excellent officier. Sous-lieutenant au début de la Seconde Guerre mondiale, Papadópoulos combat contre l'armée italienne et la Wehrmacht. En 1944, il forme une milice chargée d'arrêter les communistes avant de rejoindre l'Angleterre. Après avoir suivi une formation à la CIA en 1953, il dirige les services secrets grecs.

Papadópoulos est un ambitieux. Mais c'est surtout un factieux et un séditionnaire. En 1956, il participe à une tentative de coup d'État contre le Roi Paul I^{er} de Grèce, mais c'est en 1967 qu'il renverse le régime et instaure la loi martiale, au motif de la lutte contre les communistes. Le régime grec est, il est vrai, fragile. La démocratie, instaurée par les premières élections démocratiques de 1963, est balbutiante. Le jeune Roi Constantin II, fils de Paul I^{er}, n'a que 24 ans lorsqu'il accède au trône, à la mort de son père, en 1964. Constantin II devra s'exiler à Rome, en décembre 1967.

La tyrannie de Papadópoulos est terrifiante. La censure est établie et les arrestations de masse se conjuguent à la torture. Les communistes sont persécutés sous le silence de l'Eglise orthodoxe. Une sanguinaire répression décime les contestataires et les étudiants, dont beaucoup choisissent de s'enfuir du pays. En 1973, le dictateur abolit la monarchie et devient chef de l'État après un plébiscite trompeur.

L'Europe condamne trop mollement le régime grec. La junte militaire est perçue par l'opinion publique grecque comme soutenue par les Etats-Unis dans leur lutte anticommuniste. Au reste, dans les années soixante, les dictatures ne sont pas une exception : Franco dirige l'Espagne d'une main de fer et Salazar a instauré un régime dictatorial au Portugal. A l'époque, dans ces contrées maritimes d'extrémités géographiques, les régimes autoritaires font bon ménage avec les oligarchies patriciennes.

Opinion de Bruno COLMANT pour le journal l'Echo, août 2010.

Bruno COLMANT, né à Nivelles en 1961, enseigne à l'université et est un financier, fiscaliste, auteur et économiste belge. Membre de l'Académie royale de Belgique, il conseille aussi des gouvernements et chefs d'entreprises dans le domaine de l'économie.



Affiche de propagande Delage United States Europe (propagande E.E.C.) pour promouvoir les Etats-Unis d'Europe et pour lutter contre le Communisme - 1948 ©P. Delage

Document montrant l'inquiétude qui règne après la Seconde Guerre mondiale et la montée des tensions entre le bloc de l'Ouest et le bloc de l'Est. Ce dessin veut montrer l'espoir naissant d'une Europe unie qui pourrait constituer une troisième force.



Photographie prise à Stuttgart en Allemagne de l'Ouest (RFA) le 1^{er} mai 1967.

Il s'agit d'une manifestation anti-junte grecque. Les pancartes établissent des liens avec les autres événements de l'histoire proche ou demandent le retour des libertés du peuple grec : *Libérez la Grèce, Liberté et Amnistie...*



Dessin de presse publié en 1970 dans le journal anglais « The Red Mole », Londres.


On peut y lire : « Greek Junta » (junte grecque) et « His master's voice » (la voix de son maître – référence à une publicité célèbre)

The Red Mole est un journal anglais publié entre 1970 et 1973 à Londres. Red Mole était un journal « révolutionnaire international » dont la ligne éditoriale était très à gauche, de tendance marxiste. Le journal publia entre autres une interview de John Lennon en faveur de la paix au Vietnam.

RÉFÉRENCES DES DOCUMENTS

- **Document 1** – Interview de Gerasimos Notaras réalisée le 20 août 2018 pour le journal suisse le Temps. < <https://www.letemps.ch/monde/negociier-dictature-gageure-cicr-grece-apres-coup-detat-1967>> consulté le 22 octobre 2020.
- **Document 2** – Photographie d'un char en train de prendre place devant un bâtiment officiel à Athènes lors du coup d'état des colonels - 21 avril 1967 - AFP
- **Document 3** – Thomas HAMMARBERG, Note au conseil des Droits de l'Homme de l'Europe, Strasbourg, 18 avril 2007, Droits de l'Homme en Europe: la complaisance n'a pas sa place Points de vue du Commissaire aux Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe
<https://www.coe.int/t/commissioner/viewpoints/publication_fr.pdf>, consulté le 28 novembre 2020.
- **Document 4** – Photographie du texte de Déclaration officielle faite par le ministre des Affaires étrangères suédois - 30 septembre 1969, Archives Royales de Suède.
- **Document 5** – Opinion de Bruno COLMANT pour le journal l'Echo, août 2010, Des colonels grecs à la junte de Wall Street, <<https://www.lecho.be/opinions/analyse/des-colonels-grecs-a-la-junte-de-wall-street/8955595.html>>.
- **Document 6** – Affiche pour promouvoir les Etats-Unis d'Europe pour lutter contre le Communisme - 1948 ©P. Delage, Affiche de propagande Delage United States Europe (propagande E.E.C.) Le United States Europe vous empêcher d'être écrasé, disponible sur < <https://www.alamyimages.fr/photo-image-affiche-de-propagande-delage-united-states-europe-propagande-e-e-c-le-united-states-europe-vous-empêcher-d-etre-ecrase-49906401.html>>, consulte le 12 octobre 2020.
- **Document 7** – Photographie prise à Stuttgart en Allemagne de l'Ouest (RFA) le 1^{er} mai 1967, collection des Archives Fédérales allemandes, < https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Bundesarchiv_Bild_183-F0503-0204-005,_Stuttgart,_Maikundgebung.jpg>
- **Document 8** – Dessin de presse publié en 1970 dans le journal anglais « The Red Mole », Londres. Cité dans « La révolte contre la junte des colonels est toujours actuelle » ,par Nestor Nestoridis, Intervention au meeting tenu à l'Usine le 17 novembre 2013, organisé par le Front de gauche Latino et Syriza Paris, <<https://syrizaparis.wordpress.com/2013/11/20/la-revolte-contre-la-junte-des-colonels-est-toujours-actuelle/>>, consulté le 12 novembre 2020.

Exercice d'entraînement



*CE PORTEFEUILLE DE DOCUMENTS EST UN EXERCICE
EN VUE DE SE PRÉPARER AU CESS EN CONDITIONS RÉELLES.
AUTEUR : YANNICK ZIEGLER – PROFESSEUR D'HISTOIRE*